



Formation Spécialisée du 26/11/2024 Déclaration liminaire

La crise budgétaire, conséquence des politiques Macron, constituée de cadeaux fiscaux accordés au capital et aux plus fortunés, doit être payée ! L'annonce du budget d'austérité du gouvernement Barnier début octobre, faut-il le rappeler soutenu et main dans la main avec l'extrême droite, prévoit 40 milliards d'économies et 20 milliards de hausses d'impôts.

Pour les hausses d'impôts, nous aurions pu nous attendre à une mise à contribution de ceux qui ont largement profité de l'argent public, sans contreparties, au rétablissement de l'ISF, etc ... Au contraire, les mesures annoncées continuent de les épargner.

20 milliards de ces économies seront pris sur le budget de l'État, ce qui se traduira par des milliers de suppressions d'emplois, la réduction de moyens du Service Public et l'appauvrissement des classes populaires.

Au total, pour les agents de la DGFIP, le gouvernement et notre direction générale prévoit :

- d'installer **trois jours de carence** en cas d'arrêt maladie (hors maladie grave)
- de **ne nous rémunérer qu'à 90 % de notre traitement** si on dépasse ces trois jours ;
- de **geler le point d'indice** ;
- de **ne pas appliquer la Garantie Indemnitaires du Pouvoir d'Achat (GIPA)**;
- de **supprimer 550 emplois** alors que notre Direction se retrouve déjà exsangue avec plus de 36 000 suppressions d'emplois depuis la fusion et ce, malgré l'engagement de ne pas en supprimer en 2025. En prenant en compte les transferts internes vers les services centraux et directions nationales, les directions départementales et régionales supporteront en réalité 730 suppressions de postes.
- de **nouvelles règles de mutations**, avec notamment des régressions sur la priorité pour rapprochement, sur la règle de l'ancienneté administrative, avec la multiplication des postes pourvus au choix et un délai de séjour porté à 2 ans, voire à 3 ans. Ces choix marquent donc la fin de la possibilité de changer de métiers et le règne de l'arbitraire et de la discrimination.
- la suppression du mouvement de mutation des A+.
- l'affectation des A uniquement sur profil.
- la mise en place du RIFSEEP.
- et dans sa bienveillance coutumière, la DGFIP a décidé de **ne pas fermer les services pour une seule journée sur les cinq ponts naturels possibles en 2025**.

La CGT dénonce également les propos de Guillaume Kasbarian, Ministre de la Fonction publique et son attitude lors de la réunion avec les syndicats : aucune discussion n'a été permise, on subit, point final.

Nommer M. Kasbarian comme ministre de la Fonction publique, au vu de son parcours professionnel et de ses discours, revient à confier « **la sécurité de son aquarium à son chat** ». Cette image, d'ailleurs, n'est pas de nous, mais d'un humoriste qui officie sur une célèbre radio — cela nous a fait sourire.

On sourit beaucoup moins quand on constate l'empressement de ce ministre a félicité Elon Musk, tout en déclarant je cite « *J'ai hâte de partager avec vous les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie, réduire la paperasse, et repenser les organisations publiques pour améliorer l'efficacité des agents publics.* ». Par contre, parions que l'État continuera toujours à faire appel à des cabinets de conseil, des sociétés de sondage et à des

communicants. M Kasbarian en tant qu'ancien cadre supérieur de ce type de cabinet n'a pas trop l'air de se soucier, tout comme Elon Musk, de la notion de conflit d'intérêt.

Il ne sert à rien de proclamer face à ce genre de personnage que les jours de carences sont par nature injustes quand dans le privé plus de 66% des travailleurs ne sont pas concernés puisqu'ils sont protégés de cette perte de salaire par les mutuelles d'entreprise.

Que verser 90 % du salaire quand vous êtes malade, c'est tout simplement honteux et scandaleux et qu'on est droit de poser la question de la constitutionnalité de cette proposition.

Cette attitude traduit à nos yeux une sorte de délit de sale gueule mais surtout le mépris qu'une grande partie du monde politique porte envers les fonctionnaires. Au final, on a bien compris qu'on nous prenait tous, y compris vous Madame la présidente pour des feignasses et des tire-au-flanc.

C'est la démonstration du peu de considération envers les agents et les missions de service public. « À la résorption de la dette, chacun devrait prendre sa part ». Quelle blague ! La DGFIP a déjà payé un lourd tribut qui pèse chaque jour sur les agents et les missions de service public. Dans ce contexte budgétaire, dont les agents ne sont en rien responsables, la DGFIP n'est-elle pas au cœur du financement de l'État ? Les agents des Finances Publiques ne sont-ils pas, entre autres, les personnels en charge du recouvrement des recettes et de la lutte contre la fraude fiscale ?

Or, moins nous sommes nombreux, plus l'impact des suppressions d'emploi est démultiplié sur les difficultés d'exercice de nos missions, sur les agents et l'aggravation de leurs conditions de travail.

Au plan local, c'est ce qui ressort sur toutes les pages du DUERP Lot et Garonne à l'ordre du jour de cette séance de la Formation Spécialisée.

Nous nous interrogeons de plus en plus tant les sujets à régler sont nombreux, donnant le sentiment que les solutions à apporter ressemblent à « un pansement sur une jambe de bois » au regard de l'aggravation permanente des situations ...

La CGT Finances Publiques continue de porter les revendications légitimes des agent·e·s fortement exprimées dans les mobilisations, dans les réponses de l'observatoire interne, au quotidien dans les services, dès que la parole leur est donnée :

- Pour un service public efficace, au service de la population et de proximité, la réimplantation des services de la DGFIP partout sur le territoire avec le retrait du plan dit « Nouveau Réseau de Proximité » ;
- Pour le renforcement des droits et garanties, des règles d'affectation de mutation et de promotion dignes des agent·e·s avec l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique ;
- Pour le partage et la diminution du temps de travail au quotidien et tout au long de la vie avec la semaine de 32h, l'abrogation de la réforme des Retraites ;
- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu
- Pour la suppression des jours de carence ;
- Pour des créations d'emplois à la hauteur d'un service public de la DGFIP essentiel et au cœur du financement de l'État ;
- Pour l'arrêt de tous les projets de restructurations ;
- Pour la réintégration au sein de la DGFIP des missions d'entretien et de propreté ;
- Pour l'augmentation des budgets de fonctionnement ;
- Pour le maintien de toutes ses missions à la DGFIP et leur renforcement ;

- Pour une amélioration réelle des conditions de vie au travail ;
- Pour la résorption de l'emploi précaire, un plan de titularisation des agent·e·s contractuels ;
- Pour des rémunérations de fonctionnaires sans concurrence ni au mérite et la non application du RIFSEEP ;
- Pour le respect plein et entier de la démocratie sociale, du syndicalisme, de son rôle de représentation des agent.es et de ses moyens de fonctionnement et d'intervention ;
- Pour le retrait des projets de développement de l'Intelligence Artificielle dès lors qu'ils se font au détriment des emplois, des conditions de travail et de la qualité de service ;
- Pour l'arrêt du déploiement d'applicatifs non aboutis qui mettent les services sous pression
- Pour une réelle politique de résorption des inégalités femmes hommes à la DGFIP et l'allocation de moyens dédiés ;
- Pour un environnement de travail non sexiste et non violent.